



**Centrale des syndicats
du Québec**

Pour diffusion le 4 décembre à midi

Communiqué de presse

Négociations dans le secteur public

La CSQ annonce la recherche de mandats de grève

Montréal, le 4 décembre 2020. – Au sortir d’une instance tenue les 2 et 3 décembre derniers et devant l’impasse des négociations du secteur public qu’elle dénonce depuis plusieurs mois, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) annonce que les membres de son conseil général des négociations (CGN) ont voté en faveur de la recherche d’un mandat de grève si le cadre financier du gouvernement n’évolue pas significativement au cours des prochaines semaines.

Pour expliquer l’amorce d’une consultation générale auprès de ses membres afin d’obtenir des mandats de grève, la CSQ explique que l’absence totale de volonté du gouvernement de François Legault de déposer des offres pouvant améliorer significativement les conditions de travail du personnel en éducation, en santé et en enseignement supérieur l’oblige à aller de l’avant. « Après plusieurs dizaines de rencontres à nos tables de négociations et après avoir revu nos revendications en mai dernier afin de tenir compte de la situation sanitaire et économique, le gouvernement refuse toujours de revoir son cadre financier afin de donner un coup de barre nécessaire pour freiner l’hémorragie qu’on observe dans nos services publics », déclare la présidente de la CSQ, Sonia Ethier.

Si rien ne change au cours des prochaines semaines aux tables de négociations, la centrale syndicale, qui représente 125 000 personnes salariées dans les secteurs public et parapublic, confirme que ses membres seront appelés à se prononcer sur des mandats de grève pouvant aller jusqu’à l’équivalent de cinq jours. Le résultat de ces consultations sera communiqué à la fin du processus qui s’échelonne dans les prochaines semaines.

Il faut que ça change maintenant

La présidente de la CSQ, Sonia Ethier, rapporte que l’absence de réponse significative du Conseil du trésor aux nombreux problèmes structurels des réseaux ajoute l’insulte à l’injure dans le cadre de la présente négociation. Elle réclame dès maintenant que les sommes dédiées à la négociation soient revues pour permettre de répondre au sous-investissement de même qu’aux problèmes de pénurie de main-d’œuvre et de précarité vécus sur le terrain qui causent une véritable crise des conditions de travail. « Les membres de la CSQ en ont assez de ne pas être pris au sérieux dans cette négociation et réclament des solutions concrètes

immédiatement. Cela fait des années que les travailleuses et les travailleurs des écoles, des centres, des établissements de santé et des cégeps sont confrontés à un sous-investissement qui les maintient dans une situation difficile. Encore la semaine dernière, l'Institut de la statistique du Québec confirmait que la rémunération globale des employés de l'État québécois accuse un retard de 9,2 % par rapport aux autres salariés du Québec. Ce qui inclut le salaire, le régime de retraite et les autres avantages sociaux tels que les congés payés, les vacances, les congés de maladie, etc. En ce qui concerne le personnel enseignant du primaire et du secondaire, ceux-ci demeurent les moins bien rémunérés de toutes les provinces canadiennes », explique la présidente.

La CSQ rappelle que la pénurie de personnel se fait lourdement sentir dans les réseaux publics et va jusqu'à compromettre les services à la population. « Le manque de personnel entraîne un problème généralisé d'épuisement et de surcharge de travail. Les absences croissantes pour lésions professionnelles et maladies, et les problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre font en sorte que la situation est aujourd'hui intenable. Plus que jamais, les problèmes sont criants, structurels et méritent des solutions sérieuses. Nous sommes face à une véritable crise des conditions de travail et l'intransigeance du gouvernement oblige aujourd'hui les membres de la CSQ à annoncer qu'ils recherchent une autre voie pour tenter de débloquer la négociation. Notre message est clair et nous n'y dérogerons pas : il faut que ça change maintenant! », lance-t-elle.

La balle dans le camp du gouvernement

La présidente de la Centrale interpelle également le gouvernement Legault quant à l'importance de respecter ses promesses visant à faire de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur ses priorités. À moins que les offres gouvernementales soient bonifiées de façon significative, les faits confirment que les engagements de la CAQ ne se sont jamais concrétisés en propositions aux tables de négociations. « En n'accordant aucune offre susceptible d'améliorer concrètement les conditions de travail ou d'exercice du travail, le gouvernement non seulement renie ses engagements, mais maintient des dizaines de milliers d'emplois à prédominance féminine dans une position de grande précarité. Les offres que la partie patronale s'obstine à maintenir depuis le mois d'avril sont inacceptables et ont pour effet de pelleter en avant les problèmes vécus au quotidien sur le terrain. La fermeture totale exprimée par le Conseil du trésor depuis le début force les membres de la CSQ à un constat généralisé d'impasse. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement », conclut Sonia Ethier.

– 30 –

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Renseignements

Sébastien Marcil
Attaché de presse de la CSQ
Cellulaire : 438 356-4545